

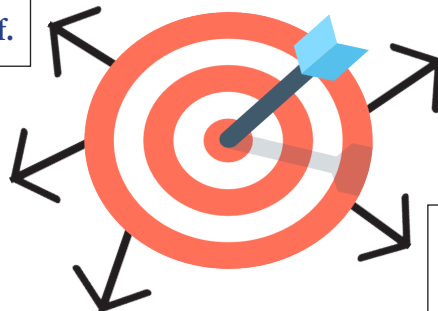
Les classes moyennes, les retraités, les familles : cibles privilégiées du matraquage fiscal du Gouvernement

Conscients que la politique du Gouvernement a considérablement **affaibli le pouvoir d'achat des Français**, et en particulier celui des classes moyennes et des retraités, les députés Les Républicains ont soumis une proposition de loi visant à **rétablir le pouvoir d'achat des Français** le 20 juin dernier. Fidèles au sectarisme qui les anime depuis le début du quinquennat, **les députés En Marche/Modem ont rejeté en bloc notre proposition de loi**, laquelle visait à :

Réindexer en 2019 les pensions de retraites et les allocations familiales sur l'inflation, avec un effet rétroactif.

Baisser de 10 % l'impôt sur le revenu des deux premières tranches, pour réduire la pression fiscale supportée par les classes moyennes.

Annuler la hausse de la CSG pour l'ensemble des retraités.



Réindexer les aides au logement sur l'inflation.

Rétablir les plafonds du quotient familial, tels qu'ils existaient avant qu'ils ne soient fortement abaissés par la majorité socialiste en 2012.

FOCUS SUR UN PROJET DE LOI

Pourquoi vos députés Les Républicains se sont abstenus lors du vote sur la loi d'orientation des mobilités ?



-> Car on n'y trouve rien de concret pour améliorer **la sécurité dans les transports**. Pourtant 9 femmes sur 10 déclarent avoir déjà été victimes de harcèlement ou d'agression sexuelle dans les transports en commun selon la Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports (FNAUT) ;



-> Car ce texte **accentue la fracture territoriale** en ne répondant pas aux attentes des territoires enclavés. Comment prôner **la voiture autonome** comme LA solution de demain alors que les habitants de ces territoires n'ont ni transports en commun, ni les moyens de **payer leur carburant** ?



-> Car le Gouvernement **refuse de revenir aux 90km/h** sur les routes nationales, alors qu'il est revenu sur cette mesure pour les routes départementales et communales ;



-> Car le Gouvernement continue de vouloir imposer aux régions l'obligation de faire bénéficier, sous conditions de ressources, **des réductions tarifaires** (à hauteur de -50% minimum) **aux étrangers en situation irrégulière**.



41% = le pourcentage de textes émanant du Gouvernement votés par les députés LR dans l'intérêt de la France. Les députés En Marche ont eux adopté seulement moins de 1% des amendements et textes de loi proposés par Les Républicains...

808 = le nombre de classes fermées en zones rurales dès la première année du quinquennat. Pourtant, Emmanuel Macron avait promis qu'il n'y aurait plus "*de fermetures de classes dans les écoles primaires rurales.*"

-400€ = la perte de pouvoir d'achat subie par les retraités, en moyenne par ménage par an depuis l'élection d'Emmanuel Macron.



Questions à Vincent Descoeur, député du Cantal, sur la réforme des 80km/h

Après d'après débats, le gouvernement a enfin consenti à revenir sur la réforme des 80km/h. Pourtant, vous regrettez une mesure en trompe-l'oeil. Pourquoi ? Parce qu'il a enfin pris conscience de l'inacceptabilité de cette mesure, le Premier ministre a accepté de l'aménager en reprenant pour partie les propositions que nous avons formulées dans la proposition de loi que j'ai défendue au nom du groupe Les Républicains. Mais en refusant de revenir en arrière pour les routes nationales, qui resteraient donc à 80 km/h alors que la vitesse

sur les routes départementales et communales pourrait être relevée à 90 km/h, il ne répond pas aux attentes des territoires les plus enclavés. Ce qui est totalement absurde et ne sera pas compris des automobilistes.



Certains associent la baisse de la vitesse à une diminution des accidents sur la route et ne comprennent donc pas pourquoi l'opposition a

combattu vent debout contre cette réforme... Qu'en pensez-vous ? Nous sommes bien évidemment tous concernés par la sécurité routière mais en réalité, la pertinence de cette mesure n'est pas avérée. C'est avant tout une question de mobilité et d'aménagement du territoire : on ne peut pas accepter que les habitants des territoires les plus enclavés, ceux qui n'ont ni autoroute ni ligne à grande vitesse, se voient ainsi condamnés au ralentissement alors que, partout ailleurs, on a l'obsession de gagner du temps et de diminuer les temps de parcours. Incontestablement, cette mesure accentue la fracture territoriale.

L'actualité en tweets

Un mineur délinquant n'est pas un mineur qui se cherche, c'est un délinquant. La Garde des Sceaux veut davantage les déresponsabiliser. Oui à l'éducation, non à la politique de l'excuse et à la résignation permanente.

Valérie Boyer, députée des Bouches-du-Rhône

La cathédrale Notre-Dame de Paris doit être conservée et restaurée et non pas reconstruite. Et cela doit être fait avec prudence, précaution et beaucoup d'humilité.

Constance Le Grip, députée des Hauts-de-Seine



Discours de politique générale du Premier ministre : "Nous Les Républicains ne voterons pas la confiance mais nous avons, soyez en certains, la France comme idéal et le Parlement comme bien commun."

Virginie Duby-Muller, vice-présidente du Groupe LR, députée de Haute-Savoie

Une infirmière le disait très justement il y a quelques jours à un micro : les soignants n'ont pas besoin de câlins, ils ont besoin de budget. Les urgences ne doivent plus être la variable d'ajustement organisationnelle de l'hôpital.

Geneviève Levy, députée du Var

Suivez l'actualité du Groupe sur Twitter @Republicains_An ou sur la page Facebook "Les Députés Les Républicains"

Le Groupe LR à l'Assemblée nationale

Le Groupe Les Républicains à l'Assemblée nationale est composé de **104 députés**. Il est présidé par **Christian Jacob**, député de Seine-et-Marne (77).

Virginie Duby-Muller, députée de Haute-Savoie, et **Damien Abad**, député de l'Ain, sont les deux premiers vice-présidents du Groupe.



Date à retenir : les élections internes pour la présidence du parti des Républicains auront lieu **le 12 octobre prochain !** Pensez à renouveler votre adhésion pour élire votre nouveau président.



Les photos du mois

Mission LR "Politiques de la ville". Rencontre avec les habitants, les associations, les élus locaux de Mantes-La-Jolie (78)



Christian Jacob (président du Groupe LR), **Alain Ramadier** (député de Seine-Saint-Denis) et **Jean-Louis Masson** (député du Var) se sont rendus à Mantes-La-Jolie (Yvelines) dans la circonscription de **Michel Vialay** pour échanger sur les initiatives d'innovation sociale, de rénovation urbaine et de sécurité dont la ville a bénéficié au cours des dernières années.

Tour de France du Handicap

Aurélien Pradié et les députés LR très mobilisés pour une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap



Il s'y était engagé et il s'y tient. Depuis novembre 2018, Aurélien Pradié, député du Lot, sillonne la France à la rencontre des acteurs du handicap à l'école afin de recueillir l'ensemble de leurs témoignages pour in fine, proposer un projet de société concret et ambitieux en faveur du handicap.